

ISSN 1019-0287

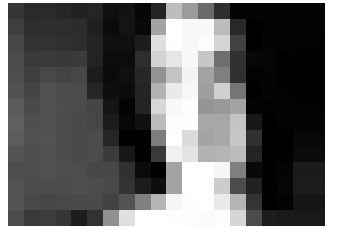
Preis 1,49 €

23. Januar 2004

erscheint freitags

23/1 - 1/2/2004

(film/theatre/concert/events)



Kampf ums Kind



Eltern sollen künftig gemeinsam das Sorgerecht erhalten, sowohl bei ehelichen wie nicht-ehelichen Kindern. Das Vorrecht der Mütter wäre demnach abgeschafft. Aber ist das wirklich zum Wohle der Kleinen?

dës woch, Seite 3

(Foto: woxx)

POLITIQUE D'ASILE

"Fermeté" et "durcissement", voilà les termes utilisés par le Premier ministre en matière de politique d'asile - or c'est son propre gouvernement qui a laissé pourrir le dossier pendant des années.

Est-ce un message à l'électorat ou aux passeurs, ou les deux à la fois? La mise en scène de Jean-Claude Juncker lors du dernier briefing-presse avait en tout cas plutôt le caractère d'une tirade que celui d'une analyse nuancée. Il faut toujours se méfier lorsque des responsables politiques glissent du discours politique vers la polémique et l'amalgame.

Passons donc au crible les propos du gouvernement Juncker. Les chiffres d'abord: 3.278 personnes ont présenté une demande d'asile de 2001 à 2003. Par rapport au maigre taux de reconnaissances (autour de 60 en 2003), on compte mille retours plus ou moins volontaires de 2001 à 2003. S'il est vrai que le nombre des demandes a de nouveau augmenté en 2003, il n'a teint pas les taux des années de guerre 1998 et 1999. Fermer le bureau d'accueil de la Galerie Konz sous prétexte de débordement

est donc un geste pathétique qui cache mal le refus politique de se donner un appareil administratif efficace.

Le gouvernement déclare que "la capacité d'accueil est totalement épuisée" et évoque la construction d'une "vaste halle" comme un mal incontournable afin de pouvoir gérer la situation des structures d'accueil. Mais il s'agit là des conséquences d'une politique peu courageuse et dynamique. Du centre de Marienthal, en passant par le Don Bosco du Limpertsberg, jusqu'au au foyer entre-temps tristement célèbre d'Esch-Alzette, on ne peut plus qualifier d'accueil l'hébergement dans ces bâtiments laissés à l'abandon. Au lieu d'investir dans de nouvelles structures, l'actuel gouvernement et ceux des années 90 ont préféré laisser les gens croupir dans ces centres mal reconvertis, voire dans des hôtels et auberges peu adaptés ou même des cam-

pings. De plus, la partie de ping-pong entre gouvernement et communes - auxquelles incombe depuis le 19e siècle la compétence mal aimée du domicile de secours - a remplacé le développement d'un réseau de centres d'accueil. Au lieu de se cacher derrière l'éternelle inertie des communes, qu'attend le gouvernement pour réformer la loi?

En vérité, le gouvernement livre avec cette idée de halle une réponse très tardive aux revendications d'un "Flüchtlingsrot" qui s'est prononcé, il y a plusieurs mois déjà, en faveur d'un "centre de premier accueil pour demandeurs d'asile". Mais au lieu du fourre-tout que semble vouloir édifier le gouvernement, le conseil des réfugié-e-s parlait bien sûr de tout autre chose: accompagnement personnalisé des personnes concernées, information et encadrement, familiarisation avec la société luxem-

bourgeoise, préparation à la phase suivante de leur parcours.

Et enfin, on ne recule pas devant le rapprochement douteux des termes de "réfugié" et de "criminel". Evidemment, il y a des personnes qui abusent de la procédure d'asile et il faut en parler - mais sans faire de chaque demandeur d'asile un trafiquant de drogue. Là aussi, les mots forts cachent les promesses non tenues: l'accès des demandeurs et demandeuses d'asile au marché du travail, celui à la formation professionnelle pour les jeunes, retenus dans une motion parlementaire du 22 mars 2001, auraient pu offrir une alternative à la marginalisation et à la criminalisation qui guettent au cours des mois et des années d'attente. Une fois de plus, le discours musclé sert donc à cacher ce qu'on ne saurait voir: dans ce cas-ci, l'échec cuisant de la politique gouvernementale en matière de politique d'asile.

Gute Soldaten

Jugendlichen eine Ausbildung bieten und bereit stehen für alle Aufträge, die die Politik erteilt, so sieht die Luxemburger Armee ihre Aufgaben.

interview, Seite 2

Schweden kommen

Nach Peking und Moskau ist Luxemburg auf bestem Wege, mit Berlin und London gleichzuziehen. Zumindest, was Billy-Regale, Pöang-Sessel und Anton-Lampen betrifft.

aktuell, Seite 6



Hoffnungsvariante

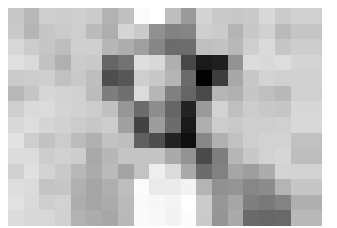
"Groundings", Christoph Marthalers Abgesang über Manager, die aus dem Karussell der Marktwirtschaft herausfallen, gastiert in Luxemburg. Ein Porträt des Schweizer Regisseurs.

magazine, Seite 7

CAL en Générale

Trixi Weis est la première de 9 artistes luxembourgeois à mettre en valeur l'Espace Monterey au centre de la capitale.

magazine, page 8



Un commentaire de
Renée Wagener

Preis: 1,49 €

